



BRICS : la Tunisie rate le coche de l'Histoire

Chafik Ben Rouine, mars 2013

Le 5ème Sommet des BRICS aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, les 26 et 27 Mars 2013.

1. Le contexte des BRICS et du Sommet de Durban

Tout d'abord dénommé BRIC, le bloc Brésil, Russie, Inde et Chine s'est constitué et s'est réuni pour la première fois en Juin 2009 en Russie. En Décembre 2010, l'Afrique du Sud a rejoint ce bloc pour former ce que l'on appelle communément les BRICS. La volonté d'intégrer l'Afrique du Sud dans ce bloc coïncidait avec l'intérêt porté par les quatre autres pays pour l'Afrique en tant que continent stratégique à intégrer. Les BRICS se distinguent clairement du bloc atlantiste (OTAN) de par leur vision géopolitique globale reposant sur une vision multipolaire des relations internationales et la promotion du droit international respectant la souveraineté des pays, contrairement à la vision unipolaire et hégémonique du bloc atlantiste reposant lui sur l'interventionnisme et le non respect du droit international. C'est dans le cadre de cette vision que les BRICS ont entamé une stratégie douce de ré-équilibre global tant dans les domaines économique, financier, culturel, politique et géopolitique.

Le Sommet des BRICS à Durban s'inscrit pleinement dans ce ré-équilibre des forces dans le monde. Ce Sommet, qui aura lieu en Afrique du Sud, aura pour objectif d'initier une meilleure coopération entre le bloc des BRICS et le continent Africain, principalement dans les domaines économique et financier. Une Banque de Développement, sur le modèle des institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale), verra le jour lors de ce Sommet et pourrait sceller plus de 60 ans d'hégémonie atlantiste sur le plan économique et financier dans le monde. Ce Sommet, dans ce cas, aurait la même importance historique que les accords de Bretton Woods, à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, ayant mis en place le système financier international actuel basé sur le dollar américain.

2. Situation économique et géopolitique de la Tunisie

La Tunisie est dans une situation de grande dépendance économique vis-à-vis de l'Union Européenne. C'est la raison pour laquelle le FMI estime urgent d'intervenir en Tunisie afin de prévenir d'un éventuel choc exogène provenant de l'Union Européenne. Cette dépendance est d'autant plus dommageable à la Tunisie qu'elle fragilise ses fondamentaux macro-économiques (compte courant, déficit budgétaire) du fait des faibles perspectives de croissance dans l'Union Européenne. En raison de son histoire et de sa position



géographique, la Tunisie, ancrée dans le bassin méditerranéen, conservera toujours des liens étroits et privilégiés avec le Vieux Continent. Néanmoins, **la crise économique et politique dans l'Union Européenne, dont la gravité peut être mesurée par l'actuelle crise avec Chypre, oblige la Tunisie à diversifier ses partenaires afin de diminuer le risque de dépendance économique et établir un relais de croissance avec les BRICS, dont la croissance permettrait de redynamiser l'économie tunisienne.**

Depuis la révolution tunisienne, le bloc atlantiste a mis en place une stratégie globale afin d'influer sur le cours des révolutions arabes. En Mai 2011, le Partenariat de Deauville a été lancé lors du sommet du G8 afin de garder les pays concernés (Tunisie, Egypte, Maroc, Libye, Jordanie) sous l'influence du bloc atlantiste en mobilisant toutes les institutions à leur disposition [1]. La venue du FMI dans ces pays s'inscrit pleinement dans cette stratégie. Dans le monde arabe, la bataille fait rage entre les deux blocs – OTAN/G8 et BRICS – afin de faire prévaloir leur vision, respectivement unipolaire et multipolaire, du monde. C'est dans ce cadre que l'Egypte a été officiellement invitée au Sommet de Durban en Afrique du Sud ; le Président Egyptien, M. Morsi, a accepté l'invitation et a même déclaré être intéressé à rallier les BRICS, espérant qu'un jour ce bloc se nommera E-BRICS où le E signifiera Egypte [2]. Cette décision historique, si elle a lieu, marquerait un basculement décisif de l'Egypte vers un ralliement à la vision plus multipolaire du monde et pourrait entraîner avec elle l'ensemble du monde arabe.

3. Intérêt pour la Tunisie à participer à ce Sommet

Le basculement historique d'un monde unipolaire et hégémonique vers un monde multipolaire et respectueux du droit international est un événement historique indéniable dans un monde de plus en plus globalisé. La faiblesse principale de l'économie tunisienne repose sur sa grande dépendance au Vieux Continent, et sur son manque de diversification en termes d'échanges économiques. L'implication florissante des pays et des institutions du bloc atlantiste (FMI, Banque Mondiale, USA, Allemagne) en Tunisie marque leur inquiétude d'un basculement du pays vers la vision multipolaire des BRICS sur le modèle de l'Egypte. C'est pourquoi les bailleurs attachés au bloc atlantiste pressent la Tunisie à s'engager juridiquement et financièrement sur le long terme dans des mécanismes tels que les partenariats public-privés et le nouveau code d'investissement afin d'asseoir leur présence en Tunisie et ainsi bloquer l'influence des BRICS.

Ce ré-équilibrage des forces peut constituer un levier politique fort de négociation, en faisant jouer la concurrence entre les deux blocs, afin d'en tirer le meilleur profit pour la Nation et le peuple tunisien. L'influence grandissante des BRICS couplée à un déclin du bloc atlantiste ouvre des perspectives inédites d'un positionnement géopolitique et économique intelligent pour la Tunisie. Des pays comme l'Egypte l'ont bien compris et font jouer actuellement cette concurrence avec le FMI, le forçant à s'asseoir à la table des négociations. La Tunisie se doit d'étudier sérieusement ce positionnement en initiant un contact avec le bloc des BRICS, ainsi qu'avec l'Egypte qui se trouve dans une situation similaire à la notre. Des perspectives intéressantes seront présentées lors du Sommet de Durban comme les investissements dans les infrastructures, la souveraineté alimentaire,



financement international par la création d'une banque de développement des BRICS, les énergies renouvelables, tourisme.

4. Le Gouvernement tunisien rate le coche de l'Histoire.

D'un point de vue géopolitique, la Syrie agit comme un discriminant. Cette semaine aura lieu, en même temps que le Sommet des BRICS, le Sommet de la Ligue Arabe au Qatar. Le Qatar voulait imposer aux autres États du Monde Arabe la Coalition Nationale Syrienne en tant que représentant officiel de la Syrie dans la Ligue Arabe, mais a reçu un double camouflet avec la démission du Président de la CNS, Ahmed Moaz El Khatib, et le refus par l'Armée Syrienne Libre du Premier Ministre Ghassan Hitto juste avant le Sommet cette semaine [3]. La Tunisie en choisissant de se rallier unilatéralement au bloc atlantiste sur la question syrienne perd de sa crédibilité sur la scène internationale. Sans rentrer dans un débat partisan entre les pro et les contre Assad, la Tunisie, en reconnaissant la légitimité de la CNS, viole le principe de démocratie qui veut que seuls les représentants élus par une élection transparente sont considérés comme légitimes. **Suivant la voie tracée par la France, qui avait reconnu le CNT libyen et le CNS syrien en violant avec zèle ce même principe de démocratie sur laquelle repose sa république en désignant par décret qui représente tel ou tel peuple, la Tunisie envoie un signal contradictoire sur la scène internationale en promouvant la démocratie sur sa scène intérieure mais en violant ses principes sur la scène extérieure.**

Le Président Égyptien, M. Morsi, a choisi de participer à la fois au Sommet de la Ligue Arabe au Qatar et au Sommet des BRICS à Durban, lui permettant de jouer intelligemment sur les deux terrains selon la doctrine du Mouvement des Non Alignés, tandis que la Tunisie, qui fait pourtant partie de ce mouvement, a choisi de négliger le Sommet des BRICS et de tout miser sur le bloc atlantiste, à ses risques et périls. L'Histoire jugera de la pertinence des deux positionnements.

[1]<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/parteneriat-de-deauville-comment-130510>

[2] http://french.ruvr.ru/2013_03_18/LEgypte-veut-se-joindre-aux-BRICS/

[3] http://www.elwatan.com/international/sommet-arabe-de-doha-le-qatar-joue-et-perd-25-03-2013-207827_112.php